



## Brésil. La racine d'un phénomène sociopolitique. Un ouragan appelé Bolsonaro

Par [Raúl Zibechi](#)

Mondialisation.ca, 15 octobre 2018

[Brecha](#) 12 octobre 2018

Région : [Amérique latine & Caraïbe](#)

Analyses: [Élections Amérique latine](#)

Pour compléter ce bref tableau, il faut savoir que Bolsonaro avait très peu de temps dans les espaces gratuits [qui sont proportionnels à la représentation parlementaire du parti] de la TV, ce qui à d'autres occasions a changé les préférences électorales. Appartenant à un petit parti presque sans représentation parlementaire - le Parti social libéral (PSL) - il a dû utiliser les réseaux sociaux, où il a obtenu une performance bien supérieure à celle des autres candidats. [Il a aussi eu à sa disposition le réseau important de *TV Record* appartenant à l'«évêque» évangéliste et homme d'affaires Edi Macedo Bezerra. Réd]. Il s'est présenté comme le candidat anti-système, bien qu'il ait été député pendant 27 ans, et a réussi à capturer les sentiments contre l'établissement de la majorité des Brésiliens et Brésiliennes.

Bolsonaro a surfé sur la vague sociale - et l'a exaltée - conservatrice, machiste et raciste. Toutefois, il n'est pas à l'origine de ces sentiments. Il en a profité parce qu'elles coïncident avec sa façon de voir le monde.

Kim Kataguiri, le jeune [22 ans] du Mouvement du Brésil libre (Mbl) qui a rempli les rues en 2015 et 2016 contre le PT, a été élu par les démocrates de droite dure (Dem) et aspire, dans ses déclarations du 10 octobre, à présider la Chambre des députés fédérale.



*Le candidat du PSL Jair Bolosonaro*

Le centre vaincu

La droite dans son ensemble a remporté 301 des 513 sièges de la chambre basse, soit une

augmentation substantielle puisqu'elle comptait 190 députés en 2010 et 238 en 2014. Par contre, la gauche en a perdu un siège par rapport aux élections de 2014: 137 députés. Toutefois, en 2010 [première candidature de Dilma Rousseff], elle en avait remporté 166. Le grand perdant étant le centre, qui est tombé à 75 sièges, contre 137 en 2014. Parmi les partis, le PMDB (Parti du mouvement démocratique) de Michel Temer et le PSDB (Parti de la social-démocratie brésilienne) de Fernando Henrique Cardoso sont les grands vaincus avec, respectivement, seulement 31 et 25 députés.

Il y a également eu une prolifération de nouveaux partis peu représentés, mais qui totalisent 95 sièges, la majorité de la droite. L'organisation des données précédentes, selon les catégories «gauche», «centre» et «droite», a été réalisée par le Centre d'études de l'opinion publique de l'Université d'Etat de Campinas, et publiée par l'Observatoire des Elections. [Le PSOL, à la chambre fédérale, disposera de 10 élu·e·s, une avancée de 4; le PCdoB en aura de 9 (-1); le PSL passe de 8 à 52]

La tempête électorale a pour effet, comme le démontre le premier tour, de ne rien avoir laissé en place. Elle a fait remonter à la surface ce qui était enfoui. Dans ce panorama désolé de lendemain des élections, apparaissent des excréments que personne ne voulait voir. Mais elle met au jour aussi que sous et derrière les blessures, il y a des voies possibles que des forces institutionnelles et leurs analystes aisés refusent de suivre.

Le lendemain des élections met en lumière plusieurs faits qu'il faut décomposer pour tenter de voir ce que l'avenir immédiat peut nous réserver: le «Ya Basta!» que la société a prononcé en 2013 [en juin-juillet] l'héritage de la dictature militaire, la fin du lulisme (Lula) et les limites de la gauche pour affronter les nouveaux scénarios.

### La réalité de juin 2013

Ce fut le moment décisif, celui qui a formaté la situation actuelle, de la chute de Dilma à la montée de Bolsonaro. Juin 2013 a débuté par des manifestations du Mouvement pour le libre passage (Mpl) contre l'augmentation des tarifs des transports urbains, qui a permis de mobiliser environ 10'000 personnes. Il s'agissait d'un regroupement de jeunes formé dans le cadre du Forum social mondial de Porto Alegre, qui regroupe de jeunes étudiants des villes et qui a des formes horizontales et festives d'organisation et de mobilisation.

La réaction de la police militaire a été, comme toujours, brutale. Mais cette fois, la population des grandes villes a surpris tout le monde en descendant dans la rue par centaines de milliers et même par millions. Tout au long du mois, 20 millions de personnes ont occupé les rues de 353 villes. Il s'agit d'un événement fondamental dans l'histoire récente du Brésil, qui montre les niveaux élevés de mécontentement et de frustration de la société, mais aussi le potentiel transformateur qui existait dans la société.

Le PT n'a pas compris qu'il s'agissait d'une clameur qui exigeait d'aller au-delà: pour plus d'inclusion sociale, pour de meilleurs services sociaux, pour plus d'égalité, exigeant une avancée dans les politiques sociales qui étaient à l'œuvre, ce qui impliquait de toucher les intérêts du 1% le plus riche du pays. Le gouvernement et son parti ont reculé de peur, ne comprenant pas qu'ils pouvaient se mettre en tête de ce mouvement de masse pour débloquer un système politique qui fonctionne en faveur des élites.

Il arrive souvent à ceux qui sont au sommet que les murmures d'en bas les dérangent, parce qu'ils rêvent de paix sociale afin de continuer à «représenter» les absents. En effet, la

représentation est un théâtre qui ne fonctionne que si les représentés occupent les chaises de spectateurs afin que les «représentants» occupent eux la scène.

L'extrême droite, cependant, fut capable d'interpréter les faiblesses de la proie (c'est-à-dire le gouvernement PT) comme si ces chasseurs impénitents saisissaient les points faibles de la proie (la corruption) et, dès lors, se jetaient dans une guerre prédatrice. Les résultats sont visibles. La gauche a renoncé à la présence dans les rues en juin 2013 et les a laissées à une droite qui avait perdu tout contact avec la foule depuis la veille de la dictature (1964). Le PT et l'ensemble de forces de gauche ont perdu la seule occasion qu'ils auraient eue de s'emparer des rênes tenues par la droite et les élites.

Viennent ensuite les manifestations massives (2015-2016) contre le gouvernement PT, la destitution illégale de Dilma (août 2016), la montée des sentiments contre les partis, le système et le personnel politiques et, enfin, la croissance imparable de Bolsonaro.

Il est vrai que la crise économique est la toile de fond de tout ce processus, qui a polarisé davantage la société. Mais il y avait d'autres moyens si la gauche avait quitté ses bureaux confortables pour évaluer les véritables souffrances de la population la plus pauvre.

### L'héritage de la dictature

Le Brésil est le seul cas dans la région où il n'y a pas eu de *Nunca Más* («Plus jamais ça») qui fasse un réel examen des activités de l'armée durant la période dictatoriale (1964-1985) ni de procès des militaires et des civils du régime de cette période. Le pire, c'est que pour une bonne partie de la population – et pour les élites bien sûr – la période de la dictature a été un bon moment économique et a représenté de démarrage du Brésil comme puissance régionale.

La dictature a stimulé d'importants investissements dans les travaux d'infrastructure. Le Brésil a connu une croissance économique soutenue dans les années 1960 et au début des années 1970, jusqu'à la période de stagnation du début des années 1980. Dans l'esprit de nombreux Brésiliens, ce fut une période positive, tant sur le plan économique que sur le plan de l'estime de soi. Ce furent les années d'or de la géopolitique brésilienne esquissée par le général Golbery do Couto e Silva [1] qui ont conduit le pays à avoir une présence décisive parmi ses voisins et à devenir la principale puissance régionale, en dominant l'Argentine dans l'ancienne concurrence pour l'expansion des influences.

Selon le philosophe Vladimir Safatle, «la dictature s'est adaptée à un horizon de démocratie formelle, mais dans les profondeurs elle était là, présente et préservée. La police est restée la police militaire, les forces armées sont restées intactes, aucun tortionnaire n'a été emprisonné et les forces politiques liées à la dictature ont été préservées» (*Public Agency*, 9 octobre 2018). Par conséquent, lorsque la nouvelle république née après la dictature (1964-1985) a commencé à faire naufrage, l'horizon de 1964 est réapparu comme une perspective souhaitable dans l'imaginaire brésilien pour une partie substantielle de la population.

Les déclarations brutales de Jair Bolsonaro contre les gays, les lesbiennes, les Noirs et les Indiens, mais aussi celles de personnalités importantes du système judiciaire, sont un exemple de cette réalité. Le nouveau président de la Cour suprême fédérale, José Antonio Dias Toffoli, a justifié il y a quelques jours le coup d'Etat militaire en disant qu'il préfère parler de ce moment comme celui du «mouvement de 1964» (*IG Ultimo Segundo*,

1.10.2018). Vladimir Safatle assure que «nous n'avons pas réussi à mettre fin à la dictature» et affirme que le PT aurait pu le faire, mais qu'il ne l'a même pas essayé, bien que Lula ait atteint une cote de popularité incroyable, estimée à 84%, quand il a quitté le gouvernement [en janvier 2011, Dilma Rousseff ayant été élue en octobre 2010].

Une autre conséquence de la continuité de la dictature dans la démocratie est la composition des institutions étatiques. Au Parlement, les secteurs les plus réactionnaires sont en croissance constante depuis 2010 et ont obtenu l'hégémonie en 2014. Le «bloc rural» qui soutient l'agro-industrie et rejette violemment la réforme agraire compte près de 200 députés, tandis que la fraction parlementaire évangélique compte 76 députés. La «fraction de la balle» (qui défend la peine de mort et l'armement de la population) est passée d'aucun sénateur à 18 des 54 sénateurs se présentant en ce mois d'octobre (Universo Online, 9.10.2018). [Seule une partie du Sénat est réélue lors de l'échéance électorale. Les trois composantes forment le bloc parlementaire dont l'acronyme est BBB]



*Janaina Paschoal*

Dans le même sens, la présence écrasante de militaires dans l'équipe de campagne de Bolsonaro doit être prise en compte, à commencer par son candidat à la vice-présidence, le général Hamilton Mourão [mis à la retraite anticipée mais payé suite à une décision de Michel Temer]. Ce dernier défend l'élimination des indemnités des élus [un sénateur, en 2010, gagnait 45'600 euros par mois, un député 26'000 euros, une partie de ces indemnités servent à payer des assesseurs] jusqu'à l'établissement à une nouvelle Constitution, mais qu'il envisage sans l'élection d'une assemblée constituante. Ce qui révèle peut-être le mieux l'esprit de cette ultra-droite, ce sont les démarches de Bolsonaro lorsqu'il devait choisir qui serait sur son ticket présidentiel en tant que vice-président - après que Janaina Paschoal s'est désistée - fut le «prince» Luiz Philippe de Orléans e Bragança, membre du PSL, et lointain descendant de la famille impériale (*Carta Capital*, 5.8.2018).

La fin du lulisme

Cette fin a deux racines: la crise économique de 2008 [et son impact au Brésil dès 2011 et de manière accentuée dès 2014] et le nouvel activisme social. La paix sociale a été la clé de

voûte du consensus entre les travailleurs et les employeurs, ainsi que d'une coalition présidentielle qui réunissait les partis de gauche [le PT pour l'essentiel] et de centre droit, comme le PMDB de Michel Temer [vice-président sur le ticket de Dilma Rousseff].

Dans le domaine politique, la gouvernance luliste était fondée sur un large accord qui incluait plus d'une douzaine de partis, la majorité de centre droit, comme le PMDP. Mais cette coalition s'est désintégrée sous le second gouvernement de Dilma Rousseff [depuis 2014], entre autres parce que la société a élu en 2014 le parlement le plus à droite des dernières décennies, celui qui l'a démise en 2016.

Une autre conséquence de la montée de la droite plus conservatrice est la crise du Parti de la social-démocratie brésilienne (PSDB) de Fernando Henrique Cardoso (FHC). Le PSDB a perdu toute pertinence, de même que le PMDB et le Dem [Democratas, un parti très conservateur], qui étaient à la base de la droite néolibérale. Le PSDB a été créé en 1988 pendant la transition vers la démocratie et l'élaboration de la Constitution. Avec le PT, ils étaient les rivaux les plus féroces du Brésil en politique, mais en même temps ils étaient les deux principaux partis capables de réunir une large coalition autour d'eux, ce qui a permis à FHC de gouverner entre 1994 et 2002.

Les résultats du candidat à la présidence du PSDB, Geraldo Alckmin, le 7 octobre, avec seulement 4,76% des voix, montrent la crise du parti de l'élite historique et des classes moyennes blanches urbaines. Sa base sociale s'est déplacée en direction de Bolsonaro, du moins lors élections fédérales, bien qu'elle conserve encore une certaine présence politique dans l'Etat de São Paulo, où se trouvent ses éléments constitutifs historiques. L'effondrement de ce secteur néolibéral mais démocratique pourrait avoir de profondes répercussions dans l'avenir immédiat, quel que soit le vainqueur du dimanche 28 octobre.

### La gauche sans stratégie

Ce qui survient actuellement est une offensive gigantesque contre les droits des travailleurs, contre les populations noires et indigènes, ainsi que contre tous les mouvements sociaux. Cela avec ou sans Bolsonaro à la présidence [2], parce que sa politique a déjà gagné et qu'il s'est fait une place dans la société et dans les institutions. Quand il dit qu'il faut «mettre fin à tout activisme social au Brésil», il reflète un sentiment répandu qui fait passer l'ordre avant les droits (*Expresso*, 8.10.2018).

Ce n'est pas un cas isolé. La ministre fédérale de la Sécurité en Argentine, Patricia Bullrich [élue dans le gouvernement de Mauricio Macri et en fonction depuis décembre 2015], vient de lancer sans crier gare, cette semaine, dans une interview télévisée, l'accusation selon laquelle les mouvements sociaux [la grève en Argentine du 24 septembre a été très importante; elle visait le plan d'ajustement structurel passé par Macri avec le FMI] au trafic de drogue, ouvrant ainsi les vannes de la répression. Il s'agit de détourner le sentiment d'insécurité vers les acteurs collectifs qui font obstacle à la mise en œuvre de contre-réformes visant les acquis sociaux populaires et la souveraineté des Etats sur les biens publics [privatisations à tout-va].

Pour ce qui est de l'avenir immédiat, le politologue César Benjamin [ex-membre du PT et ex-membre du PSOL] souligne: «Je crains qu'un gouvernement de Bolsonaro ne soit pire qu'un gouvernement militaire. Il y a une mobilisation de secteurs organisés et de masses qui le soutiennent, ce que le régime militaire n'a jamais eu. Une fois Bolsonaro devenu président, un grand propriétaire foncier du Pará [Etat du Nordeste, avec comme capitale Belem, dans

lequel [Ciro Gomez](#) du Parti démocratique travailliste a obtenu 41,5% des voix, devant [Bolsonaro](#)] peut comprendre que le moment est venu de lancer ses hommes armés, un type de bande para-policière qui fonctionne comme groupe d'extermination [de petits paysans pauvres]; ce propriétaire comprendra qu'il peut aujourd'hui aller plus loin.» Benjamin conclut par une phrase lapidaire: «Le système en vigueur dans les années 80, surtout depuis la Constitution de 1988, n'existe plus» (*Revista Piauí*, 8.10.2018).

La gauche [le PT avant tout] a tout misé sur une démocratie clairement déficiente et, dès lors, deux choses se sont produites. Tout d'abord, ses difficultés à se déplacer en dehors des canaux institutionnels étaient évidentes, comme c'est le cas à l'occasion de tous les mouvements sociaux. Car ce serait mettre en péril les milliers de postes dans les institutions étatiques et tous les avantages matériels et symboliques que cela implique. Dans un sens, elle a montré son incapacité à changer sa stratégie, alors que la droite l'a fait.

Ensuite, opter pour cette voie signifiait ne pas tenir compte du fait que pour les secteurs que la gauche prétend représenter, comme les jeunes et les femmes dans les favelas – les plus attaquées par le système «d'ordre» – il n'y a jamais eu de véritable démocratie. Ces secteurs sont contraints de vivre à la limite de la légalité, parce que, selon le concept [Frantz Fanon](#) [dans *Les Damnés de la terre*, 1961], ils se situent dans la «zone de non-être», où les droits humains ne sont rien qu'un bout de papier déchiré. Dès lors, le bon sens leur dit qu'ils ne peuvent faire confiance aux institutions étatiques. L'impunité de l'assassinat de [Marielle Franco](#) parle d'elle-même [voir les articles publiés sur ce site en date des 17, 25 et 28 mars].

Se limiter au terrain électoral est suicidaire pour un mouvement de gauche, alors que de l'autre côté, on met en cause les libertés minimales de base. Entre la lutte armée des années 1960-70 et l'adhésion aveugle aux élections sans démocratie, il y a d'autres voies possibles, celles que tant de secteurs populaires organisés prennent pour récupérer des terres, des logements, pour prendre soin du système de santé, de l'accès à l'eau et à l'électricité et de la vie en général. Si le Brésil de ces années nous enseigne quelque chose, c'est qu'il faut prendre d'autres orientations, même incertaines, mais qui ne se limitent pas à la stratégie étatique, et qui auront le mérite d'ouvrir le champ des possibles.

Raul Zibechi

Article original en espagnol :



[Raíces de un fenómeno socio-político: Un huracán llamado Bolsonaro](#)

[Brecha](#), 12 octobre 2018

Traduction : [A l'Encontre](#)

---

[1]Premier «président» du régime la dictature militaire. Il a joué un rôle important dans l'élaboration de la conception politico-militaire du régime militaire établi en 1964. Il dessina



aussi une perspective de positionnement «géopolitique» pour le Brésil. Il anticipa une «sortie douce» de la dictature dans la seconde moitié des années 1970 (1911-1987). (Rédaction A l'Encontre)



*Fernando Haddad*

La source originale de cet article est [Brecha](#)  
Copyright © [Raúl Zibechi](#), [Brecha](#), 2018

---

Articles Par : [Raúl Zibechi](#)

**Avis de non-responsabilité** : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)